



Extrait du Association pour l'Économie Distributive

<http://www.economiedistributive.fr/Le-socialisme-de-papa>

Le socialisme de papa

- La Grande Relève - N° de 1935 à nos jours... - De 1935 à 1968 - Année 1968 - N° 652 - octobre 1968 -

Date de mise en ligne : lundi 23 octobre 2006

Date de parution : octobre 1968

Copyright © Association pour l'Économie Distributive - Tous droits réservés

Les travaillistes anglais ne sont pas contents et nous n'en sommes pas étonnés. Leurs dirigeants ont voulu prouver qu'ils étaient capables de faire mieux que les conservateurs et ils se sont heurtés à un mur.

Ils ont simplement oublié une chose, c'est qu'il est impossible de réussir là où les capitalistes ont échoué. Il fallait donc rechercher l'obstacle qui s'oppose à la prospérité d'une grande nation industrielle possédant un équipement moderne qui a fait ses preuves au cours de la dernière guerre mondiale et dont la puissance de production augmente sans cesse.

C'est tout ce que les Anglais, ayant réussi à produire en avalanche tout ce qui leur était nécessaire pour la défense de leur pays, ne se sont pas aperçus que tout ce qui était mis à la disposition des armées n'avait pas à être vendu aux consommateurs habituels. Ces derniers, avec l'appoint des crédits énormes consacrés à la guerre, recevaient ainsi un supplément considérable de pouvoir d'achat qui leur a permis d'acheter les produits consommables nécessaires à leur existence.

La fin de la guerre a complètement modifié ce bel édifice, et l'arrêt des fabrications de guerre a été vivement ressenti par les travailleurs, dont les ressources ont été fortement diminuées. La mévente, le chômage, sont la suite logique de cet état de choses et l'on peut assurer que le régime capitaliste est périmé. Il faut absolument remplacer l'échange par la distribution, ce que nous réclamons depuis 35 ans sans rencontrer d'écho dans les partis politiques.

Nous pensons notamment au parti socialiste SFIO, qui n'a pas évolué davantage que le parti travailliste, sinon le Front populaire aurait tenu compte de notre doctrine. Il est vrai que les chefs socialistes ne font guère preuve de clairvoyance. Il est vraisemblable qu'il n'en serait pas de même si Jean Jaurès n'avait pas été lâchement assassiné en 1914 pour avoir voulu maintenir la paix. Il avait déclaré notamment que la révolution socialiste serait l'inévitable résultat de l'évolution économique, et qu'il faudrait, pour faire apparaître la société nouvelle, « un acte réfléchi de la volonté humaine. »

Il ne pouvait prévoir que le régime de l'échange serait bloqué à la suite de la guerre de 1914, en raison de la transformation radicale des méthodes de fabrication dans l'industrie. Le développement accéléré du machinisme a transformé la vie des travailleurs, dont un bon nombre ont été acculés au chômage et à la misère.

Le manque d'imagination des socialistes les pousse à présenter les mêmes revendications : briser la suprématie de la classe dirigeante ; affranchir la classe opprimée ; abolir toute différence de classe en organisant la communauté ; substituer à la domination d'une minorité, la coopération des citoyens associés à la propriété commune des moyens de production... etc.

Mais il n'est jamais question du changement intervenu dans l'organisation économique et sociale dûe au machinisme, et encore bien moins de l'impossibilité absolue de continuer à vivre sous le signe de l'échange, alors que celui qui n'a rien à échanger est condamné à la misère, pendant que les producteurs sont incapables de vendre la totalité de leur production.

Et cependant Jaurès avait compris que l'idéalisme détaché de tout contact avec la réalité était stérile, et il poursuivait : « L'action n'a de valeur et de prix que par sa collaboration avec les choses elles-mêmes. Ce ne sont pas les rêves de la conscience solitaire ou les exaltations orgueilleuses de l'esprit qui peuvent transformer le monde. Il n'y a d'idéal vrai et sain que celui qui est suggéré par le mouvement même des faits et qui prolonge en quelque sorte la ligne des événements. Quand le socialisme idéaliste est sain, il s'accompagne d'une vue exacte du réel.

On ne peut dire que Léon Blum ou Guy Mollet aient fait preuve d'une telle clarté de vue. Le Front populaire a bien accompli quelques réformes, mais ses chefs ont renoncé à poursuivre leur marche en avant, car ils étaient à bout de souffle et ne savaient que faire.

Il en est de même aujourd'hui, où nous voyons un timide essai de rassemblement des gauches qui ne sont pas capables de présenter un programme de réformes, car il faudrait briser le cadre capitaliste et cela dépasse leur entendement, comme en Angleterre.

Ils devraient se rendre compte des difficultés qui accablent les pays capitalistes du monde entier, y compris les Etats-Unis, et en premier lieu le soutien de la monnaie capitaliste qui n'est plus en état de remplir son rôle.

Alors que la production est capable de satisfaire la demande de l'ensemble des consommateurs, on en est réduit à parler d'austérité pour sauver la monnaie. Cependant, l'existence des êtres humains a tout de même une autre valeur que celle de ces billets que l'on fabrique parce qu'il est impossible de faire autre chose. La monnaie se déprécie sans arrêt, alors que les dépenses des Etats se gonflent, ne serait-ce que pour tenter d'atténuer quelque peu la misère humaine.

Dans un pays voisin, l'Espagne, où l'industrie commence à se développer, on ne va pas tarder à se heurter aux mêmes difficultés. Les auteurs du Plan de développement économique ont assuré que l'industrie allait procurer des emplois à de nombreux travailleurs. Or, il n'en est rien et les ouvriers espagnols continuent à s'expatrier pour pouvoir vivre. Il faut noter que les nouvelles entreprises démarrent avec un matériel ultra-moderne nécessitant le minimum de main-d'oeuvre.

Un ouvrier espagnol, qui a passé deux ans à l'étranger, s'étonne, dans une lettre adressée à un journal espagnol, de voir la presse se réjouir de ce que l'Allemagne a demandé l'envoi de plusieurs milliers de travailleurs espagnols. Il rappelle qu'avec le démarrage du 2e Plan de développement, il ne devait plus être nécessaire de recourir à l'émigration pour résoudre le problème de l'emploi en Espagne. Et il demande pourquoi le gouvernement espagnol ne peut organiser les différentes professions dans son propre pays sans qu'il soit nécessaire de s'expatrier, alors que le Plan de stabilisation a 10 ans d'existence et qu'il y a toujours environ un million de travailleurs qui doivent se résoudre à passer la frontière pour pouvoir vivre.

Il est probable que sa lettre restera sans réponse, car les économistes espagnols suivent la trace de nos inspecteurs des Finances et ne se rendent pas compte que la situation est sans issue.

Que nos socialistes veuillent bien réfléchir à la question et ils comprendront - peut-être - qu'il est temps d'étudier sérieusement le problème posé. Il y va de l'existence de la Nation, car les événements actuels nous conduisent à la faillite et à la guerre civile. Le peuple français ne supportera pas éternellement d'être condamné à la misère dans un pays regorgeant de richesses dans tous les domaines.